

L'environnement et la politique internationale

Vaclav Smil

Volume 26, numéro 2, 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703461ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703461ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Smil, V. (1995). L'environnement et la politique internationale. *Études internationales*, 26(2), 361–371. <https://doi.org/10.7202/703461ar>

L'environnement et la politique internationale

Vaclav SMIL*

L'éventail des préoccupations dont est saisie la politique contemporaine est de plus en plus vaste. Depuis 1945, cet élargissement du champ d'intérêt de la politique s'est manifesté sous trois formes : l'intervention croissante des gouvernements dans le domaine de la recherche scientifique et du développement technique, un intérêt grandissant pour la sociologie appliquée et la découverte de l'environnement comme objet d'étude et de politiques publiques. À l'origine, ces préoccupations se situaient exclusivement dans le champ de la politique nationale, mais elles ont rapidement été intégrées aux relations internationales. Ce débordement, comme on l'a vu, n'a pas manqué de faire les manchettes de la presse mondiale.

Le gouvernement américain a souvent manifesté son mécontentement, au nom d'entreprises telles que Boeing ou Motorola, à l'égard des avantages que confèrent au consortium Airbus ou aux fabricants japonais de puces électroniques des politiques industrielles nationales visant à promouvoir un secteur particulier. Le gouvernement canadien, de son côté, est la cible d'attaques répétées de la part d'un mouvement syndical qui s'oppose vigoureusement au libre-échange avec le Mexique et avec d'autres pays d'Amérique latine dont le filet de sécurité sociale est très parcimonieux comparativement à la largesse exorbitante et ruineuse de l'État-providence canadien. Et pendant les années quatre-vingt, les pluies acides (ou, pour être plus précis, les allégations exagérées sur les impacts de ce phénomène environnemental réel mais relativement mineur) ont continuellement brouillé les relations canado-américaines.

On a souvent déploré le comportement des gouvernements nationaux dans les deux premiers domaines. Dans le seul cas des États-Unis, aujourd'hui la seule grande puissance mondiale, les exemples de projets extrêmement coûteux qui se sont soldés par de retentissants échecs, vont des missions

* *Chercheur multidisciplinaire à l'université du Manitoba dans le domaine des mutations environnementales, de l'énergie, des populations, de l'alimentation, de l'économie et des politiques publiques. Il a publié récemment *China's Environmental Crisis* (1993), *Global Ecology* (1993) et *Energy in World History* (1994).*

spatiales aux objectifs douteux (on se souviendra de tous ces médicaments miraculeux que des missions hebdomadaires dans l'espace devaient nous permettre de produire) à des programmes sociaux absolument destructeurs (les Américains en sont maintenant à la troisième génération de filles-mères) et des politiques industrielles tout à fait futiles (l'industrie nucléaire est sur le point de disparaître malgré les énormes subventions dont a bénéficié la recherche dans ce domaine), au déclin des performances académiques des étudiants (heureusement, les jeunes Canadiens, parce qu'ils obtiennent des résultats encore plus bas, rehaussent quelque peu leurs homologues américains dont bon nombre ne savent même pas identifier l'Amérique du Nord sur un globe terrestre). Le lecteur pourra sûrement compléter cette liste avec des exemples se rapportant aux pays qui lui sont les plus familiers.

Plusieurs observateurs sont d'avis que les récents efforts en vue d'améliorer l'état de l'environnement dans son espace local, national et mondial doivent être examinés d'un point de vue plus critique. Quel tort peut bien découler des actions visant à dépolluer l'environnement ou à prévenir la dégradation de certains écosystèmes? Il est évident que l'intervention humaine dans ce domaine n'a jamais été des plus efficaces; mais c'est là le prix à payer si l'on veut apprendre à affronter une situation qui est à ce point inédite et complexe. Même si le coût de nos efforts est plus élevé qu'anticipé, le résultat en sera tout de même de l'air plus pur et un patrimoine naturel plus riche, tous des biens collectifs dont la quantité disponible sera dorénavant plus grande.

En effet, quel mal y a-t-il à concevoir la pollution et la dégradation de l'environnement comme des menaces au bien-être de l'humanité, comme la cause de problèmes économiques, comme une source d'instabilité politique, et ce, aux niveaux tant national qu'international et mondial? L'importance évidente des facteurs environnementaux et la mondialisation indéniable de l'activité humaine confèrent à ce type de vision un caractère on ne peut plus logique, voire impératif. À première vue, cette approche est empreinte de bon sens. Mais en vérité, elle est porteuse de multiples illusions. La faiblesse des fondements intellectuels de la pensée écologiste et l'échec apparent de nos politiques environnementales ont leur source dans quatre grandes idées fausses.

Premièrement, la pollution et la dégradation environnementales sont souvent classées comme variables indépendantes. Si l'on met de côté ce jargon scientifique, on pourrait dire que les problèmes environnementaux sont vus comme la cause de nombreux changements et conflits d'ordre social, politique ou militaire. Cette fausse représentation du facteur environnemental coïncide avec la tendance profondément ancrée qu'ont presque toutes les sciences à réduire la réalité à des relations de cause à effet et à traiter les variables de façon linéaire et séquentielle. Cette approche, lorsque appliquée à l'étude des questions environnementales, promet d'être inadéquate neuf fois sur dix, voire d'induire en erreur et de conduire à la désinformation plutôt qu'à l'intelligence et à la résolution des problèmes étudiés.

L'environnement est omniprésent dans nos vies. C'est la grande toile de fond de notre existence ; il détermine notre bien-être, individuel et collectif, principalement par son effet sur l'économie. Mais cette influence n'a rien d'un lien de causalité directe ou d'une quelconque linéarité. Que l'on me soumette l'information la plus complète et détaillée qui soit au sujet d'un phénomène environnemental donné, je ne pourrai jamais en prédire la moindre conséquence à moins d'avoir aussi une connaissance approfondie d'une multitude d'autres variables socio-économiques et biophysiques. Le fonctionnement d'un écosystème dépend d'une multiplicité de liens de causalité et de réciprocité ; parfois, ces liens répondent d'une logique cyclique relativement simple à discerner, mais plus souvent qu'autrement, ils s'embrouillent dans un enchevêtrement qui s'apparente davantage au chaos qu'à un quelconque ordre scientifiquement identifiable. Cette tendance au déterminisme scientifique était sans doute compréhensible au siècle passé mais aujourd'hui, elle est tout à fait impardonnable.

Il est possible que des sécheresses et des mauvaises récoltes puissent parfois faire chuter des régimes, disloquer des sociétés entières ou provoquer des guerres civiles. L'Éthiopie, la Somalie et le Soudan sont de bons exemples de ces phénomènes. Mais ce ne sont pas là des conséquences automatiques et inévitables de ce genre de calamité environnementale. Aux États-Unis, la sécheresse et les mauvaises récoltes successives des années 1930 conduisirent à une réforme en profondeur des méthodes agricoles, laquelle allait faciliter, par l'amélioration des pratiques en matière de culture et d'élevage, la mise en œuvre du *New Deal*, politique dont il ne faut pas minimiser les impacts positifs malgré les échecs retentissants qui ont marqué l'évolution subséquente de l'État-providence dans ce pays. De la même façon, la sécheresse qui a ravagé l'Inde en 1974 a mené à des efforts visant à améliorer le rendement des cultures et, par conséquent, à assurer l'autosuffisance alimentaire du pays.

La nature de ces liens n'est pas non plus ce que la plupart des observateurs parfois prétendent. Un exemple célèbre peut ici servir d'illustration. De pauvres paysans brésiliens qui dépendaient des ressources de la forêt amazonienne pour leur survie ont été chassés des régions côtières dont les terres les plus riches furent converties à la culture de la canne à sucre et à la production industrielle d'alcool combustible plutôt qu'à la production familiale de denrées de base comme les fruits et légumes. Les groupes d'environnementalistes, et les gouvernements mal informés qui les écoutent, croient que l'éthanol provenant de la canne à sucre est un carburant renouvelable, donc écologique (contrairement au pétrole qui, lui, contribue à l'effet de serre) mais au Brésil, c'est aussi l'une des principales causes de la déforestation.

Le fait que des paysans déplacés brûlent la forêt amazonienne est un symptôme ; le fait que la possession d'une automobile ait une telle importance aux yeux de la classe moyenne est la maladie ; ce sont les carburants renouvelables qui sont les grands coupables de ce drame. Je crois que l'intérêt actuel pour l'aspect des relations et de la sécurité internationales qui touche l'environnement, découle davantage d'une préoccupation pour les symptômes

que pour les causes. Les arguments typiques en faveur du développement de ce champ d'intérêt – «Il nous faut élargir la définition traditionnelle de la sécurité parce que la dégradation de certains milieux et la raréfaction de certaines ressources sont ou seront très bientôt la cause de conflits diplomatiques et de violences à grande échelle» –, sont de nature à nous confondre bien plus qu'à nous éclairer. La recherche et l'intelligence des véritables causes est une entreprise autrement plus importante et, il va de soi, autrement plus édifiante.

Dans les cas où des mutations environnementales sont manifestement liées à des comportements humains, force est de constater qu'elles résultent bien souvent de programmes économiques ou politiques à forte teneur idéologique et non d'une quelconque préoccupation véritable à l'égard de problèmes telles la croissance démographique ou la rareté de certaines ressources. Dans un très grand nombre de cas, les changements environnementaux causés par l'intervention humaine sont un signe de négligence, de mauvaise gestion ou, tout simplement, de stupidité doctrinale. Par exemple, l'érosion excessive du sol et la pollution de l'eau au nitrate ne sont pas des conséquences inévitables de l'exploitation d'une terre située sur un plan incliné : elles sont plutôt dues à de mauvaises politiques de maintien des prix agricoles qui encouragent les fermiers à exploiter des terres incultivables en utilisant des méthodes inappropriées et à faire usage de quantités abusives de fertilisants afin de maximiser les rendements à court terme.

Pour cette raison, il serait souhaitable – tant dans le but d'identifier les causes des changements environnementaux indésirables que d'apporter des solutions aux problèmes qu'ils occasionnent – que l'étude des questions de sécurité tienne compte de considérations telles que les subventions agricoles, les politiques budgétaires, le prix des denrées de base, les préférences des consommateurs, la fiscalité des individus et des entreprises, les mesures d'incitation à l'épargne, les innovations techniques et les barrières commerciales. Irréaliste, me direz-vous. Malheureusement, c'est là le seul moyen de vraiment comprendre les conséquences des mutations environnementales actuelles : on ne peut y arriver en isolant artificiellement les phénomènes que l'on étudie (qu'il s'agisse de la coupe des forêts tropicales ou des mauvaises récoltes causées par la sécheresse). Il est vrai, j'en conviens, que certaines approches spécialisées peuvent contribuer à notre compréhension de certains phénomènes naturels, mais seules les approches plus globales sont en mesure de révéler les liens de causalité, de rétroactivité et de dépendance qui donnent à la biosphère son caractère dynamique.

La deuxième erreur consiste à concevoir les présents changements environnementaux en termes absolus, c'est-à-dire en faisant fi de toute perspective historique. Cette lacune est particulièrement grave lorsqu'il s'agit de changements à l'échelle internationale et globale. La diffusion des petits jeux, baladeurs et autres bidules électroniques a peut-être atteint les villages les plus isolés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine; les grandes villes de ces trois

continents sont peut-être à bien des égards très semblables aux métropoles d'Amérique du Nord. Mais pour ce qui est de leurs expériences quotidiennes et de leurs perspectives d'avenir, la majeure partie des gens qui habitent le monde en développement accuse un retard de plusieurs générations tant en termes de richesse collective qu'au niveau des problèmes qui les préoccupent. Voilà quelque chose que nous savons depuis longtemps; mais nous refusons, bien souvent, de reconnaître le fait que la réalité actuelle des peuples du tiers-monde soit si similaire à notre réalité d'il y a à peine quelques décennies.

Notre ton est souvent moralisateur lorsque nous discutons de problèmes tels la destruction de la biodiversité amazonienne au Brésil, le recul continu de la forêt de Sabah en Malaysia ou la surpêche destructive que l'on pratique aux Philippines. Nous sommes tout à fait incroyables dans nos positions concernant la pollution de l'air à Beijing ou à New Delhi. Nous pointons du doigt les pratiques agricoles des fermiers les plus pauvres de la planète en disant y voir la cause de l'érosion des sols, de la désertification et, par voie de conséquence, des changements climatiques dans notre atmosphère.

Il va sans dire que nous ne devrions ni excuser ces exemples de mauvaise gestion, ni condamner la négligence évidente de certains pays : les inefficacités chroniques de l'industrialisation maoïste et les inepties de l'économie corrompue de l'Inde ne justifient aucunement les malheurs environnementaux de ces deux géants asiatiques. Mais il nous faut quand même regarder en arrière et prendre conscience de l'énormité de nos propres erreurs en matière d'environnement.

Tout au long du XIX^e siècle, le taux de déforestation en Amérique du Nord était de loin supérieur, toutes proportions gardées bien sûr, à celui des trente dernières années au Brésil. Il y a à peine plus d'un siècle, des régions entières de la Nouvelle-Angleterre et de la Pennsylvanie ont été entièrement rasées. Les forêts se sont régénérées depuis, mais les prairies, elles, sont complètement disparues. Dotées d'une flore herbacée très riche, les prairies nord-américaines étaient parfaitement adaptées aux conditions extrêmes qu'on y retrouve : sécheresses fréquentes, chaleurs torrides en été et froids intenses en hiver. À peine 120 ans après avoir commencé à l'exploiter, nous avons détruit presque complètement cet énorme écosystème qui s'étend de l'Est du Manitoba jusqu'aux montagnes Rocheuses : lorsqu'on survole ce vaste territoire en plein été, on n'y voit que des champs de blé rongés par l'érosion dont le rendement ne cesse encore de décroître. La pollution de l'air à Londres était à ce point critique au début des années 1950 que l'apparition d'un épais smog en décembre 1952 causa la mort prématurée de plus de 400 personnes. Ce n'est qu'à ce moment que l'Angleterre prit les mesures nécessaires, suivie des États-Unis dans les années 1960 et du Japon au cours de la décennie suivante. Les concentrations de particules de dioxyde de soufre que l'on retrouve aujourd'hui dans les grandes villes de la Chine du Nord et de l'Inde sont équivalentes à celles de Birmingham, de Chicago et de Yokohama il y a à peine quelques décennies.

Même si nous avons remédié aux pires cas de pollution atmosphérique (la contamination de l'eau est une tout autre histoire : à chaque extrémité du continent, les villes de Victoria et de Halifax déversent toujours leurs eaux usées directement dans l'océan, sans traitement préalable), nous continuons à détruire et à consommer à un rythme tout à fait irréaliste. Les gestionnaires forestiers au Canada n'ont pris conscience du phénomène de la déforestation qu'à la fin des années 1980; des politiciens tous aussi ignorants les uns que les autres et une masse de chercheurs à l'emploi du ministère des Pêches ont joint leurs efforts dans la destruction du plus grand stock de poisson de l'Atlantique Nord en permettant la surpêche pendant plus de vingt ans dans cette région. De plus, le Canada est le plus grand producteur *per capita* de gaz contribuant à l'effet de serre – statut non enviable qui n'est en rien imputable à notre climat nordique. Lorsque l'on ajuste la consommation d'énergie en fonction des conditions climatiques, les Suédois et les Allemands nous devançant aisément : ils construisent de vraies maisons, et non des boîtes de carton à moitié isolées.

Il est vrai que le Canada et les États-Unis sont de parfaits, sinon les meilleurs, exemples de surconsommation; mais en réalité, c'est tout le monde industrialisé, soit environ un septième de la population mondiale, qui est coupable de cette consommation effrénée. Le monde développé compte pour beaucoup plus que sa juste part dans le processus de dilapidation des ressources à l'échelle mondiale. Il est responsable de la majeure partie des émanations de produits pouvant polluer l'eau et l'air et provoquer des changements climatiques. Les pays membres du G-7 consomment presque la moitié de la production mondiale de pétrole, comptent pour deux tiers de toutes les automobiles enregistrées et produisent plus des quatre cinquièmes de tous les chlorofluorocarbones.

Cet état de fait nous conduit vers une constatation tout à fait inéluctable qui, sur le plan politique, n'en est pas moins difficile à accepter tant pour les écologistes (même les plus fanatiques) que pour les politiciens les plus avertis : l'allègement du fardeau environnemental mondial exigera d'énormes sacrifices de la part des pays riches. Cela ne signifie pas qu'il nous faudra renoncer à un niveau de vie jugé acceptable. Il y aura toujours de quoi se nourrir et se loger de façon convenable, mais le monde ne peut continuer sur cette trajectoire tracée par les pays riches. Un Indien ne pourrait tout simplement pas consommer 20 fois plus d'énergie qu'il n'en consomme présentement pour rejoindre ainsi notre propre niveau de consommation; même s'il y avait suffisamment de pétrole pour répondre à la demande, les conséquences d'un tel niveau de consommation seraient désastreuses. Mais ce genre de disparité demeure tout à fait inacceptable. Inévitablement, quelque chose devra être fait et l'on sait déjà qui portera la majeure partie du fardeau au cours du prochain siècle. Cette transformation ne se produira pas en une seule décennie, mais vues d'une perspective braudélienne à long terme, il ne fait aucun doute que la richesse et l'influence du monde occidental vont en prendre pour leur rhume.

La troisième grande erreur que commet le mouvement environnementaliste est de concevoir tout phénomène naturel d'un point de vue entièrement négatif. Ce biais indéniablement catastrophiste du discours écologiste actuel n'est autre chose qu'une extension du paradigme fataliste dans lequel s'inscrivent les études environnementales depuis leur ascension au sommet de la pyramide intellectuelle occidentale dans les années 1960. Cette propension découle aussi d'une tradition plus ancienne de négativisme prophétique inhérent à la culture occidentale depuis Gilgamesh jusqu'à la réapparition des cultes millénaristes, en passant par l'Apocalypse de la Bible et la re-redécouverte de Nostradamus.

Le seul aspect nouveau de cette plus récente manifestation du catastrophisme écologiste chez les politologues est la fascination de ceux-ci pour les fins tragiques. Ils ne se contentent guère de vulgaires malheurs tels que le déclin économique, la baisse du niveau de vie ou l'incidence accrue de certaines maladies. Non, selon leur vision, les troubles environnementaux doivent engendrer rien de moins que la mort de milliers de personnes, le chaos et l'ingouvernabilité de sociétés entières qui tombent sous la férule des bandes de voyous et de criminels; ils imaginent une planète à l'image de la Somalie, où des brigands arpentent les rues à la recherche de nouvelles victimes, tout ça parce qu'une sécheresse a dévasté le pays un an auparavant.

(Une petite mise au point : la guerre civile somalienne n'était en rien liée à la sécheresse dans ce pays. Les causes de ce conflit entre chefs de guerre sont multiples : du caractère clanique de cette société nomade aux profondes cicatrices laissées par l'administration coloniale italienne [il importe de souligner que l'ancienne Somalie britannique, qui constitue aujourd'hui la partie nord de ce pays tout à fait artificiel, a presque complètement échappé à toute cette folie], et au fait que la Somalie était équipée jusqu'aux dents d'armes désuètes mais non moins dangereuses que lui ont fournies les grandes puissances afin, selon les calculs les plus absurdes de la CIA et du KGB, d'assurer la sécurité de ce carré de sable d'importance supposément stratégique.

Il n'y rien de surprenant au sujet de cette insistance sur la violence et les catastrophes, étant donné la fin récente de la guerre froide. Aux yeux de nombreux politologues, cette idée de conflits violents engendrés par la dégradation de l'environnement annonce le rétablissement miraculeux du flot généreux des subventions de recherche parce qu'elle remplace la menace maintenant effacée de la guerre nucléaire au titre de cauchemar de l'humanité. La civilisation occidentale ne peut tout simplement pas se passer de ce genre d'angoisse funeste et, sans missiles de croisière, le glissement sur la pente du chaos, provoqué par les changements climatiques, la déforestation, l'érosion et la pollution, fournit une justification commode pour obtenir du financement. Mais à l'instar des courants de pensée qui l'ont précédée, le catastrophisme qui caractérise la science politique d'aujourd'hui se résume à la quête d'idées préconçues et non à la découverte d'une vérité complexe, une vérité susceptible de révéler des signes indéniables tant de déclin et de désespoir que de progrès et d'espérance.

Une fois de plus, l'histoire peut nous éclairer sur ce point. Si nous avions pu observer la situation en Europe et en Amérique du Nord en 1900, nous aurions sans doute été portés à croire que certaines des tendances qui prévalaient depuis le début du XIX^e siècle ne sauraient produire autre chose que famine (le recyclage des déchets organiques n'enrichissait pas les sols suffisamment pour permettre un accroissement des rendements), rareté de terres agricoles (toutes les terres accessibles étaient cultivées), déforestation complète (comme nous l'avons déjà noté, la coupe des arbres, si on l'ajuste en fonction de la population, était plus rapide aux États-Unis au XIX^e siècle qu'au Brésil au XX^e siècle), et pollution insoutenable de l'air par les résidus de la combustion du charbon.

La dernière décennie nous a montré à quel point des mutations socio-économiques complètement imprévues telles que la privatisation de l'agriculture et de l'industrie en Chine et la fin du communisme en Europe, ont pu à elles seules considérablement alléger la menace environnementale en réduisant de façon drastique la consommation d'énergie de certains pays et en permettant la mise en œuvre de politiques de prix plus saines dans le domaine des ressources naturelles. Dans tous ces cas, l'accroissement des populations, la dégradation accélérée de l'environnement et la raréfaction de certaines ressources ont stimulé la recherche de nouvelles solutions. L'examen systématique de nos pratiques les plus douteuses et des sources de notre inefficacité, parce que susceptible de révéler l'ampleur de notre gaspillage et de notre mauvaise gestion, constitue la première étape de tout effort visant à renverser les tendances même les plus alarmantes. L'accroissement rapide de la population, la disparition graduelle de ressources naturelles essentielles et la tendance actuelle à la rationalisation des programmes gouvernementaux de protection environnementale sont plus que des ingrédients de sermons à saveur catastrophistes : il est possible de les concevoir comme présentant des conditions favorables à la recherche de solutions originales.

La dernière grande erreur que commettent les politologues intéressés aux questions environnementales découle du peu d'information à leur disposition. De nombreux livres sont écrits en dépit de l'accès très limité et de la faible qualité des données environnementales, mais les utilisateurs de ces données, particulièrement les spécialistes des sciences sociales, ne sont pas conscients de ce problème. Des données extrêmement douteuses sont utilisées de façon répétée afin d'appuyer des raisonnements supposément infaillibles. Cette tendance est alimentée par une profusion de recueils internationaux de données – comme si ces centaines de pages d'information étaient un gage de précision.

En réalité, la plupart des données, même des données aussi simples que le rendement des sols et la ration quotidienne de calories par habitant, ne sont colligées que de façon très sommaire. Les statistiques que l'on publie sur la superficie des terres arables du monde sont spécialement sujettes à caution. De récents relevés cadastraux dans les collines du Népal comptaient quatre fois plus de terres agricoles que n'en comptent les registres gouvernementaux;

les Chinois reconnaissent ouvertement maintenant que leurs terres arables s'étendent sur plus de 130 millions d'hectares, contrairement aux 95 millions que contiennent toujours les données officielles. Dans l'annuaire officiel de l'Organisation (des Nations Unies) pour l'alimentation et l'agriculture, qui contient une foule de statistiques sur tous les pays du monde, environ 70 % de toutes les données sont produites par des fonctionnaires travaillant au siège social de l'organisme à Rome. Cet annuaire est ensuite utilisé par des politologues complètement crédules qui, après avoir colligé quelques statistiques, sont en mesure d'inventer des crises internationales dont la famine et des morts nombreuses sont presque toujours l'issue inévitable.

Même les spécialistes des sciences de l'environnement ne se préoccupent pas suffisamment de la qualité des données qu'ils manipulent, qu'elles proviennent d'un satellite ou d'un organisme international expert en la matière. Les politologues, qui eux utilisent toujours les statistiques sans les vérifier, ignorent tous les pièges que ce genre de pratiques comporte. Il n'est pas surprenant alors que notre compréhension quantitative des phénomènes environnementaux complexes soit si médiocre et qu'elle nous conduise souvent à nous préoccuper de questions éphémères et à voir partout des crises en devenir.

Depuis que nous nous intéressons aux questions environnementales, les champs d'intérêt de nos préoccupations se sont déroulés comme une longue procession, captant indéfiniment notre attention. Le premier de ceux-ci fut la présence de DDT dans la chaîne alimentaire : ce produit est demeuré dans la biosphère pendant plusieurs décennies après qu'on l'eut interdit, mais il a presque complètement disparu aujourd'hui. Les pluies acides – ou, dans le langage journalistique nord-américain, la « mort venue du ciel » –, devaient anéantir toute vie dans nos lacs et tuer des pans entiers de nos forêts. On prévoyait aussi que des résidus d'insecticides sur les pommes allaient à leur tour déclencher des épidémies de cancer et faire des victimes innombrables (bien qu'il était connu que nous absorbons déjà plus de pesticides organiques à la consommation d'aliments parfaitement naturels qu'en mangeant une seule pomme, pelée ou non).

Les campagnes de peur les plus récentes ont atteint de nouveaux sommets dans leur estimation des enjeux de la crise environnementale : on croit généralement qu'il n'y a aucune issue possible au problème du réchauffement de l'atmosphère comme à celui des rayons ultraviolets qui traversent cette passoire céleste que nous appelons couche d'ozone. Bien souvent, les politiciens réagissent à ces affirmations comme si les possibilités qu'elles soulèvent allaient inévitablement devenir réalité. Mais nous ne savons tout simplement pas si la détérioration de la couche d'ozone occasionnera une multiplication des cas de cancer : la multitude de variables qui entrent en ligne de compte nous empêchent de porter un jugement définitif sur cette question. Nous ne pouvons savoir non plus si le réchauffement planétaire sera de 1,5° ou de 5,0° ou encore, à quel rythme ce processus aura lieu. Une hausse de température d'un degré en un siècle serait tout à fait négligeable, mais une hausse plus

rapide et substantielle aurait sans doute pour résultat de mettre notre capacité d'adaptation à rude épreuve.

En raison de toute cette incertitude, plusieurs écologistes et politiciens ont mis de l'avant des stratégies préventives qui, par le moyen de mesures on ne peut plus draconiennes, visent à minimiser les risques et à prévenir les pires conséquences de la présente crise environnementale. Ce sont là des initiatives très nobles mais qui sont contraires à notre façon habituelle de fonctionner, aussi bien en tant qu'individus qu'en tant que collectivité. La capacité de prendre des risques et de faire face à l'incertitude est une des caractéristiques les plus fondamentales de l'être humain. Bien sûr, il sera peut-être trop tard si nous attendons encore longtemps des preuves indéniables de la transformation de notre environnement. Mais il est tout aussi ridicule que nous nous mobilisions à chaque fois qu'un chercheur en quête de publicité se décide à inonder les médias de ses prédictions annonçant que la fin du monde serait prévue pour le vendredi de la semaine suivante.

Les politiciens qui mettent en doute les méthodes, les motivations et les conclusions des scientifiques méritent tout notre respect. Si je planifie de faire une demande de subvention de recherche dix fois plus importante que celle obtenue la dernière fois que j'ai fait les poches des contribuables, dans le but de réaliser un projet de simulation des changements climatiques à long terme sur super ordinateurs, devrais-je dire de mes recherches précédentes, qui utilisaient des modèles beaucoup plus simples, qu'elles n'ont révélé aucune tendance ou variation environnementale inquiétante ? Ou ne vais-je pas plutôt tenter de démontrer que ces modèles moins complexes, bien qu'ils ne nous aient pas permis de tirer des conclusions fermes et définitives, soulèvent tout de même des questions au sujet de notre capacité de survie auxquelles il ne me sera possible de répondre qu'en développant un nouveau modèle qui sauvera sans doute l'humanité tout entière de l'énorme danger qui la guette ?

Je suis d'avis que les politiciens ont donné l'aval à un trop grand nombre de projets complètement farfelus et que de nombreux scientifiques ont berné l'opinion publique en lui faisant accepter des théories non fondées au lieu de tenter de lui présenter la réalité dans toute sa complexité. J'ai récemment participé à un colloque international sur l'environnement et la sécurité où les dangers de la désertification furent l'objet de maintes discussions : les politologues qui assistaient à la rencontre ont fait preuve de leur ignorance par rapport au fait que la désertification était un concept à ce point mal défini qu'une foule de recherches et de livres très bien documentés avaient été produits qui révélaient que le phénomène n'était autre chose qu'une création des fonctionnaires des Nations Unies à la recherche d'une raison d'être. Malheureusement, ces politologues étaient en trop bonne compagnie : plus de 60 % des spécialistes des sciences naturelles qui étaient présents ne le savaient pas non plus, et ce, en dépit de plus d'une décennie de recherches intensives dans le domaine. Décidément, le pouvoir de la désinformation est vraiment très grand.

Les questions environnementales devraient occuper une place centrale dans le discours scientifique contemporain ; elles devraient faire l'objet d'études rigoureuses et être débattues par tous ceux pouvant contribuer à leur élucidation dans un esprit de désintéressement et d'objectivité complète. Nous devrions concevoir les changements environnementaux comme l'un des aspects dynamiques d'une mutation systémique plus importante qui est porteuse d'un renouvellement des relations sociales, d'innovations techniques, de nouvelles approches dans le domaine du développement économique et, peut-être, d'un nouvel ordre politique. Nous devrions aussi situer les questions environnementales dans leur juste contexte historique. Ainsi, nous pourrions plus facilement résister aux tentations de la facilité et de l'exagération, tout en restant alertes face aux tendances les plus inquiétantes. Et finalement, nous devons éviter de tomber dans le genre de catastrophisme destructif que nous avons décrit plus haut et demeurer conscients des énormes lacunes de la connaissance scientifique. C'est n'est que dans ces conditions que nous serons en mesure de contribuer à la compréhension des problèmes qui nous préoccupent.

[Traduit de l'anglais]